

On recherche désespérément une vision pour la France

Plutôt que de contester aux militaires leur légitime droit à s'exprimer sur les sujets qu'ils connaissent, c'est-à-dire se rapportant aux questions de défense et de sécurité, nos hommes politiques feraient mieux de s'inspirer de la méthode de raisonnement¹ enseignée dans les écoles militaires et, en particulier, à l'Ecole de guerre.

En effet, à la guerre, avant d'entamer toute action, le chef militaire cherche à avoir une vision globale de son environnement lui permettant d'analyser les forces et les faiblesses des forces en présence, amies comme ennemies. Puis, en fonction de la mission reçue, il définit avec précision les effets qu'il doit obtenir et, parmi eux, un effet majeur, et, pour les atteindre, bâtit une idée de manœuvre. Ensuite, et ensuite seulement, il définit les moyens et les modes d'action qui lui seront nécessaires pour conduire sa manœuvre. Enfin, il rédige en conséquence des ordres.

La formulation de ces ordres repose donc sur la notion d'effet majeur à obtenir qui est un objectif commun fixé dans un cadre espace-temps donné. L'idée de manœuvre précise le phasage de l'action à mener, le rôle dévolu à chacun, les limites fixées à l'initiative des subordonnés et les indispensables mesures de coordination.

En 1886, le lieutenant-colonel Maillard², dans son cours de tactique à l'Ecole supérieure de guerre, écrivait : *Il faut avoir un but ; il faut avoir un plan. Avoir un but c'est vouloir quelque chose et savoir ce que l'on veut, c'est avoir une pensée militaire qui préside à l'action. Avoir un plan, c'est déterminer les moyens d'exécuter, c'est-à-dire prendre des dispositions*³.

Quant au général Leclerc, en 1947, dans le cadre de sa dernière fonction d'inspecteur des forces terrestres en Afrique du Nord, il déclarait, lors d'un exercice qui lui était présenté : *Chaque fois que le but final n'est pas nettement fixé, la mission échoue (...). Il faut que les chefs connaissent l'Intention de leur supérieur et le But final qu'il se propose d'atteindre. Donc, simplicité dans l'énoncé de vos missions, votre intention et le But, le But, le But*⁴.

Fort de ces principes, le parallélisme avec l'action politique est éclatant de limpidité. Les programmes que le monde médiatique réclame à corps et à cris aux différents candidats à la prochaine élection présidentielle ne sont, quand ils existent, que le reflet de la dernière phase de la méthode de raisonnement de l'Ecole de guerre et ne découlent pas, hélas, de l'enchaînement des phases précédentes qui n'existent pas. Les catalogues que les candidats nous présentent à titre de programmes, qu'ils aient pour nom *110 propositions pour la France* ou *60 engagements présidentiels* ressemblent plus à des inventaires à la Prévert qu'à la description d'une vision que ces candidats auraient de notre pays.

Où est, chez chacun d'entre eux, l'équivalent du : *toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France* du général de Gaulle ?⁵ Où sont définis le rôle, la place, le rang, les

¹ Jadis dénommée méthode de raisonnement tactique (MRT) et aujourd'hui méthode d'élaboration d'une décision opérationnelle (MEDO).

² Louis Adolphe Goujat dit Maillard (1838-1901) fut professeur de tactique appliquée à l'infanterie à l'Ecole supérieure de guerre de 1881 à 1890.

³ Maillard in *Cours de tactique générale* 1886. (page 22). A la bibliothèque de l'Ecole de guerre.

⁴ Cité par le général Jean Compagnon in *Ce que je crois* (page 138) - Edition Parole et silence (2006).

⁵ Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre-tome1*-Plon-1954.

ambitions souhaités pour notre pays et les façons de les atteindre ? Où sont décrits les objectifs stratégiques pour la France ? Quel est, dans chaque programme, l'essentiel, l'effet majeur ? Comment toutes les mesures proposées s'articulent-elles entre elles pour concourir à l'obtention de cet objectif commun ? Dans quel ordre et selon quel rythme doivent-elles être mises en œuvre ? S'est-t-on posé, avant de les formuler, la fameuse question du lieutenant-colonel Foch, alors instructeur à l'École supérieure de guerre entre 1894 et 1901, qui permet d'amorcer tout processus de raisonnement : *de quoi s'agit-il ?*

Pour établir leur programme, les candidats se sont-ils forgé une vision de la France à au moins 10 ans, ou mieux à 20 ans, et pas seulement sur la durée d'un quinquennat, soit en partant de la France elle-même et en déduisant l'influence qu'elle peut/doit avoir sur l'Europe d'abord et le monde ensuite, soit, à l'inverse en partant du monde puis en revenant à l'Europe et à la France ?

Que penserait-on du sérieux d'un restaurant qui plutôt que d'afficher un menu présenterait à ses clients des recettes ? C'est pourtant la démarche adoptée par ceux qui prétendent un jour nous gouverner. Mais, me direz-vous, c'est sans doute parce qu'ils ne sont pas capables de définir ce qu'ils veulent pour la France, parce qu'ils ne le savent pas, parce qu'ils ne connaissent pas le fameux but.

Pour les aider, je puis leur faire des propositions. Pour l'extérieur, l'effet majeur à obtenir pourrait-être de refaire de la France la première puissance militaire européenne et la seconde du monde occidental après les Etats-Unis ou encore la première puissance économique européenne lui permettant de peser sur les décisions de l'Union à l'instar de son alliée/amie allemande d'aujourd'hui qui ne pourrait plus, alors, faire cavalier seul. Sur le plan intérieur, ce pourrait être que notre pays, qui est doté de si grandes ressources et d'un exceptionnel patrimoine, ne laissent plus des pans entiers de sa population se penser « inutiles » ou bien encore que la France ne soit plus une gigantesque mosaïque de castes à l'intérieur desquelles chacun défend ses « acquis sociaux » au détriment de l'intérêt général. Il s'agit là de grands objectifs fédérateurs nécessitant la mise en œuvre convergente de différentes mesures dans tous les domaines : diplomatique, militaire, économique, industriel, éducatif, social, culturel...

Last but not least, en supposant qu'un projet global pour la France ait été soigneusement élaboré, il resterait à le mettre en œuvre en décidant des mesures appropriées. Pour rendre ces dernières acceptables pour les Français et ainsi éviter de les faire descendre dans la rue comme, hélas, l'actualité, depuis des semaines, en fait la démonstration quotidienne, nos responsables politiques devraient là encore s'inspirer des méthodes militaires de commandement. Dans un fascicule réalisé par l'armée de Terre et intitulé : *L'exercice du commandement en opérations pour les chefs tactiques* on lit qu'il faut *commander en donnant un but* (encore et toujours le but de Maillard ou de Foch) *à travers l'intention du chef* et que *commander exige d'appliquer et de combiner six principes essentiels : simplicité, unicité, permanence et continuité, subsidiarité et décentralisation, dialogue et, enfin, proximité.*

Plutôt que de passer par l'ENA, nos élites ne devraient-elles pas faire une scolarité obligatoire à l'École de guerre ?

*Général (2S) Gilbert ROBINET
Secrétaire général de l'ASAF*